

1998 Reuss SEPT N°

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
10 au 16 septembre 1998



10,00 F

Crise financière du capitalisme Après la Russie, à qui le tour?

ALORS QUE TOUT LE MONDE, et en particulier les experts du F.M.I. et leur cour inféodé d'économistes libéraux, disserte sur la mondialisation heureuse et les victoires du capitalisme, tout est fait pour cacher la misère humaine et la situation chaotique de l'économie mondiale.

Pourtant, la situation du capitalisme mondial n'est pas florissante. Les pays industrialisés ne peuvent continuer leur croissance qu'au prix d'un chômage de masse et d'une précarité qui les ramènent 40 ans en arrière pour une partie de la population (pas de protection sociale, licenciement au gré, temps de travail réduit avec revenus réduits...). Les pays pauvres, comme les gens, le sont de plus en plus relativement. En clair, l'écart de richesse s'accroît entre l'Afrique et les États-Unis par exemple depuis 30 ans, contrairement à une idée répandue. Les pays dits émergents, c'est-à-dire ceux comme le Brésil, le Mexique, la Corée, l'Indonésie qui sont des pôles d'attraction des investissements internationaux et des pôles de croissance (+ 5 à 10 % par an), ont connu successivement des moments de purge boursière et financière comme on dit dans le vocabulaire froid des investisseurs internationaux (nouveau nom des capitalistes dans la novlangue libérale!). Cela a été le cas du Mexique en 1994, de la Corée en 1997 et de l'Indonésie en 1998. Maintenant, c'est le tour de la Russie. C'est cela la stabilité et l'équilibre proposés par l'utopie libérale: c'est la crise récurrente sur le dos des populations!

Il y a d'ailleurs à s'interroger sur le traitement que les médias assurent à « la crise » en Russie. La population russe n'a, en effet, pas attendu le mois de juillet 1997 pour connaître l'exploitation, la misère et la morgue libérale. Les médias ne parlent en fait de crise que quand celle-ci concerne les intérêts de cette clique capitaliste. C'est d'ailleurs la même chose avec la croissance actuelle de la France qui est la croissance des profits de cette même clique sans que les travailleurs ne voient d'améliorations!

Du mirage capitaliste...

S'il y a un pays pour lequel il est possible de parler de l'utopie libérale, c'est bien la Russie. Aux premières fissures du Mur, en 1989, il était clair pour tout le monde (ou presque...) que le capita-

lisme allait pouvoir redresser le pays. La victoire totale et universelle de celui-ci ne faisait plus de doute. Les pays pauvres sortaient du sous-développement, les pays riches étaient dans l'une de ces périodes de croissance qui succède inéluctablement à la dernière période de crise tout en précédant la prochaine. Les pays dits communistes allaient se mettre à la potion magique de la même façon. Certes, il y aurait des sacrifices à consentir, c'est là le discours général tenu aux populations, mais il n'y avait pas de doute. La situation y est, en fait, lamentable depuis la fin du capitalisme d'État qui annonçait l'époque radieuse. La Russie ne connaît que baisse de production et inflation. Jusqu'à l'esérance de vie dont c'est bien le seul pays où elle baisse (de 63 à 59 ans depuis 1990): c'est dire l'état de la population auquel mène le type de politique qui a été choisie. La potion imposée aux Russes s'est révélée inhumaine. Les politiques suivies ne visent que la

semaine! C'est notamment la baisse du prix de matières premières essentielles pour la Russie comme le pétrole ou le nickel, qui a enlevé la confiance que les investisseurs avaient encore en cette économie.

... à l'eldorado de l'utopie libérale

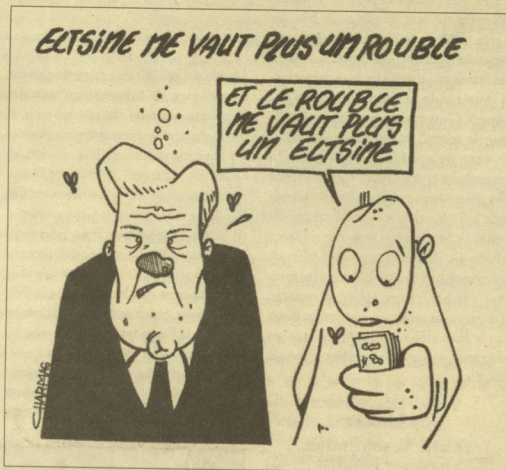
Il est vrai que ces capitalistes ont du se dire qu'on ne pouvait aller plus loin dans le processus de dépouillement de la population. Car la Russie, si elle n'a pas été un modèle pour le communisme, a réussi en sept ans à construire un vrai modèle pur du capitalisme. Un pays où les capitalistes peuvent ne pas payer leurs salariés, ne payent pas d'impôts, où la législation n'existe pratiquement pas pour contraindre leurs activités, où le système de santé a été démantelé; voilà ce qu'est la Russie: l'eldorado de l'utopie libérale. Elle réalise ce que les Madelin et les patrons

Rentrée des classes, rentrée sociale ?

page 3 et 4

Alternatives sociales au Sénégal

page 5



réhabilitation du profit dans les secteurs où cela est possible. Ces secteurs sont si lucratifs que la Russie a pu tromper son monde en attirant des investisseurs et, surtout, l'aide des occidentaux. Alors même que les populations étaient exsangues, absence de salaire, d'impôts donc de structures collectives, il suffit que les espoirs de profit ne soient plus aussi forts pour que tous les investisseurs retirent leurs billes, ce qui ne fait qu'accroître la crainte des investisseurs qui retirent encore plus leurs billes.

C'est comme cela que l'on arrive à une bourse qui perd 60 % en une semaine et un rouble qui perd la moitié de sa valeur. C'est dire le pouvoir de l'argent et de cette petite clique d'investisseurs internationaux qui peuvent plier un pays et des populations en une

révont! Mais au bout de sept ans, le cauchemar est là. De la deuxième puissance économique mondiale, ils ont fait un pays aux allures de tiers monde, une république bananière! Car c'est bien l'étalement de richesses bien vite accumulées par certains au détriment de la pauvreté de masse qui signe la décomposition. La mafia n'est autre que cette clique qui vit et spéculé sur le dos des populations. Comme il a fallu faire ce travail de mise au pas des populations pour aller vers le marché, une économie occulte de type mafieux s'y prête bien. Point de responsabilités politiques, de décisions collectives: « laissons faire le marché et ceux qui en profitent ». Les réformes n'allant pas assez vite, les marchés financiers ont fait le ménage. Une fois de plus le cynisme ●●● page 8

EDITORIAL

Dans *Le Monde* du 4 septembre, huit intellectuels inspirés cosignent un article intitulé « Républicains, n'ayons plus peur! » Parmi eux, Régis Debray et Max Gallo. C'est un appel pour refonder la République, rien que ça... D'entrée de jeu, ils partent en guerre contre « l'action corporative » en particulier et l'action directe en général qui représente un danger pour « l'État de Droit »! Notre bande de joyeux drilles prétend ensuite expliquer le mal de notre société: « ce sont les classes dirigeantes, politiques et économiques qui ont donné le mauvais exemple ». Mazette! Nos justiciers du jour voudraient donc des « patrons honnêtes », comme si le patronat pouvait être un club de philanthropes! Et comme si le pouvoir n'était pas, par essence, corrompueur!

Nos intellectuels, en grande forme, vont plus loin. Ils expliquent la montée du FN. par une formule quasi mathématique: « plus l'État a reculé, plus l'extrême droite a avancé ». Une analyse aussi fine des causes du développement du fascisme laisse pantois. La solution coule donc de source: il faut mettre partout plus d'État. Pour que la République ne se fasse pas doubler sur sa droite, elle doit devenir parfaitement policée. Par conséquent, le moindre acte « d'incivisme » doit être châtié sans remord: « c'est en tendant vers une tolérance zéro face à une petite incivilité qu'on pourra demain remédier à l'incivisme en grand ». Quelles sont ces « petites incivilités »? Les exemples pleuvent, avec entre autres: « le piétinement des plates-bandes municipales » et les « tags sur les murs des écoles repeints à neuf »! Allant toujours plus fort les auteurs veulent faire redécouvrir le drapeau tricolore « emblème de la Révolution » et « figure de Jeanne d'Arc »! On croit rêver à la lecture de ces propos qui raviraient le premier pétainiste sorti des poubelles de l'Histoire.

Ont-ils des revendications? Hélas oui! Il faudrait supprimer les allocations familiales aux parents qui n'assument pas leurs responsabilités. Frapper les plus démunis, envoyer derrière les barreaux les voleurs d'autoradios: voilà le programme prôné par ces Républicains-nationaux musclés.

Alors, nous vous le disons en face: votre « République » à les atours d'un 1984 d'Orwell ou plus exactement d'un « Brazil ». Vos références marxistes-léninistes par essence totalitaire, rebrassées à la sauce de la démocratie bourgeoise, font de vous des philosophes d'une barbarie soft. Celle qui vous tue à petit feu au nom de l'intérêt général et de l'économie de marché, celle qui mène à la chaise électrique le petit fauteur de trouble. Votre utopie est judiciaire, policière et carcérale, et, comme tant de vos prédécesseurs « républicains », vous êtes à la frange la plus sournoise de l'avant-garde du fascisme!

Pour toutes ces raisons, nous vous adressons, mesdames et messieurs les « nationaux-républicains, notre haine la plus tenace!

ISSN 0026-9433 - N° 1131

M 2137 - 1131 - 10,00 F



F9P 2520

Exploits sportifs et dopage, deux faces d'une même aliénation

L'ÉTÉ SPORTIF AURA ÉTÉ révélateur d'un « fait social total », comme disent les sociologues. Pour ou contre, personne en France n'a pu échapper à la Coupe du football et au matriage consensuel qui s'en est suivi : fierté nationale, sentiment de revanche des petits contre les gros, des jeunes des cités contre le mépris des Français de « souche », regain des discours sur l'effort qui paye, sur la réussite de l'intégration à la française. On croirait rêver. L'idée selon laquelle la composition « ethnique » d'une équipe de France victorieuse ferait reculer les idées racistes est séduisante, mais c'est malheureusement sous-estimer la pénétration de ces idées et c'est cautionner l'idée de « l'homme providentiel » (ici un « onze » providentiel), chère aux idéologies fascistes. Chirac et Jospin ne s'y sont pas trompés en essayant de reprendre à leur compte le succès de l'équipe de France : Jospin allait jusqu'à se reconnaître dans le rôle d'entraîneur-joueur.

Un mois plus tard et Tour de France cycliste aidant, la justice italienne commençait à enquêter sur la question du dopage dans le championnat de football italien (dans lequel évoluent les meilleurs joueurs de l'équipe de France, Zidane, Thuram, Desailly...), alors que le sujet avait été évacué pendant toute la durée du Mondial. Il était inconcevable qu'un tel événement se produisant tous les quatre ans avec de gigantesques engagements financiers connaisse un scandale de tricherie ou de dopage. C'est mauvais pour l'image de marque des « partenaires officiels », qui ont besoin d'une image de saine compétition et du caractère « festif » de cette Coupe du monde pour « renforcer la confiance des consommateurs ». On sait pourtant que les petites tricheries de sportifs à la recherche de moments glorieux n'est rien au regard de ces

grandes firmes pour qui la magouille constitue le pain quotidien. Ainsi, on apprendrait début juillet (mais qui l'aura retenu ?) que Coca Cola réalise en France 10 % de ses profits mondiaux, que le fisc n'a pas réclamé un seul centime des 12 milliards de bénéfice réalisé grâce au concours de l'État français : Coca Cola avait profité en 1989 de l'aubaine d'ouverture de zones franches dans des bassins d'emploi sinistrés de Dunkerque et de La Ciotat pour y ouvrir deux usines hyper-automatisées, capables de fournir à l'Europe entière sa boisson gazeuse. Grâce à cette opération, cette firme est exonérée d'impôts pendant dix ans.

Magouille et poudre aux yeux

Les États sont également de grands « tricheurs » ; des événements comme la Coupe du Monde leur sert d'écran au moment (mais pour eux, c'est continuellement le moment) où ils mènent des opérations guerrières, le plus souvent contre des « ennemis intérieurs ». Ainsi, qui se souvient que, pendant la Coupe du Monde à laquelle participaient des équipes de ces pays, l'État mexicain s'attaquait violemment aux rebelles du Chiapas, l'État yougoslave menait des opérations « d'épuration ethnique », de vrais carnages contre les Kosovars, l'État nigérian réprimait dans le sang des manifestations de rue ? Quant à la France, pays « accueillant », elle continuait d'expulser sans scrupules les étrangers sans papiers.

Mais alors, si tout n'est que magouille et poudre aux yeux, est-il utile de s'intéresser au dopage des sportifs ? Pourquoi nous intéresser nous aussi, à ce qui a constitué le feuilleton de la seconde partie de l'été avec les affaires de dopage quasi-généralisées au Tour de France cycliste ?

On peut considérer que le sport constitue une caricature de la société. Comme toute caricature, elle amplifie certains traits, certains fonctionnements et notamment des comportements individuels. La société capitaliste est fondée sur la compétition de tous contre tous et sur la domination d'une minorité de privilégiés : le sport de fédération reproduit et systématisé ce fonctionnement (1).

Dans le sport, se mettent en place des stratégies collectives ou individuelles pour surmonter la souffrance et la douleur. Ces stratégies sont les mêmes (en les amplifiant) dans le sport que du point de vue général de la société. La souffrance est un sujet dont on débat peu, hormis lors de faits divers tel que celui récemment de cette jeune infirmière qui donnait la mort à des personnes hospitalisées et incurables.

Le sport de compétition, y compris de masse, consiste à vaincre la difficulté, les obstacles et l'adversité afin d'en tirer des satisfactions, souvent plus sociales que physiques. Quoiqu'on dise, les sportifs souffrent dès lors qu'ils ont une pratique intensive. Ainsi, parlons des ampoules aux pieds, des douleurs aux articulations, des courbatures, des bleus, des entorses, des fractures, des claquages musculaires, de la fatigue, des coups au moral, des problèmes cardio-vasculaires.

Comment éviter la souffrance ? Il est toujours possible de dire : « stop ! je n'en peux plus, j'arrête et je me repose ». Dans beaucoup de cas, cette solution simple et de bon sens est rejetée, parce qu'il y a un enjeu fort pour les compétiteurs (la victoire, la gloire, le fric) ou parce qu'il y a le regard social sur soi pour des sportifs plus modestes : dans un système qui valorise la domination, il importe de ne pas montrer ses faiblesses. C'est vrai en particulier dans le monde sportif, où l'idéologie du dépassement de soi fait des ravages. On entend des entraîneurs de jeunes sortir des réflexions du style : « Untel ou unelle s'écoute trop » au sens « il ou elle baisse les bras un peu trop vite ». Donc, plutôt que de passer pour quelqu'un de « diminué », le sportif interiorise sa douleur : la littérature sportive regorge d'expressions telles que « serrer les dents », « se faire violence », « puiser dans ses réserves », « jeter toutes ses forces dans la bataille ».

Se blinder contre la souffrance

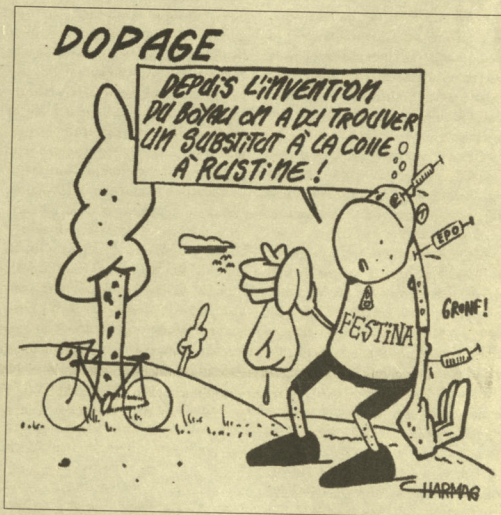
Le dopage intervient là parce qu'il permet de taire les signaux qu'émet le corps quand il a mal et qu'il améliore les performances. C'est un élément d'aliénation supplémentaire : ainsi, beaucoup de coureurs cyclistes prennent de l'EPO (erythroprotéine). Cette substance permet de multiplier dans le sang les glo-

bules rouges, ceux-là même qui apportent aux muscles l'oxygène nécessaire à l'effort. Le danger, c'est que l'EPO épaissit le sang et peut conduire entre autres à des infarctus chez ces sportifs. C'est pourquoi des coureurs se faisaient réveiller au milieu de la nuit afin de faire des exercices physiques afin d'éviter le danger de... ne pas se réveiller le lendemain.

Mais plus dangereux que le dopage et les stimulants, c'est la manière de se blinder moralement contre la souffrance qui pose problème et qui constitue un vrai poison. C'est vrai dans le sport comme dans le monde du travail (2).

et « virile ». Il n'est pas rare d'entendre des imbéciles, des « fiers à bras » proclamer qu'ils n'ont pas peur de faire des heures supplémentaires. Les sportifs tiennent le même genre de propos dans leur registre : « je n'ai pas peur de m'entraîner durement, de lever des tonnes de fonte, de faire des pompes ». Faire preuve de « courage » viril, c'est montrer qu'on appartient à la communauté des hommes... et qu'on méprise les femmes.

Et c'est ainsi qu'on passe à côté d'une vie et qu'on gâche celle des autres (3). C'est cette conception du courage comme idée virile qu'il faut avoir le...



Les idées « modernes » de performance, d'excellence, de compétitivité sont des éléments majeurs de motivation et d'engagement et permettent de donner un sens aux sacrifices. Plus ancienne, l'idée de courage, valeur reconnue comme positive, est essentiellement liée à l'engagement guerrier : nous sommes en guerre économique. Pour l'idéologie dominante, faire acte de courage consiste à bosser plus longtemps et plus intensivement que les autres, à souffrir, voire à faire trimer autrui pour la bonne marche de l'entreprise ou du pays. La souffrance, effet secondaire du « courage » prend donc un aspect valorisant.

Le courage, dans son acception dominante, est une valeur « guerrière »

de dénoncer. Être courageux, c'est de savoir dire non aux prétentions d'une société, d'entreprises, d'États à vouloir obtenir toujours plus de nous. Et c'est d'inventer un présent et un futur débarrassés de l'exploitation et des mythes qui accompagnent cette exploitation.

Hervé Richard, groupe EA de Nantes

(1) Brochure « Ras la Coupe » du groupe F.A. de Nantes aux Éditions du Monde libertaire.

(2) Christophe Dejours. *Souffrance en France*. Le Seuil, collection « L'histoire immédiate ».

(3) Daniel Welzer-Lang. *Les hommes violents*. Éditions Lierre et Coudrier.

abonnez-vous!

le monde libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Souscription Monde libertaire

Juin 1998 : Bonyard : 300 F; Rieffel J., Jellad C. : 200 F; Beraud A. : 110 F; Martin C., Haeck A., Rezazoui J., Halldermier C., Audoin J.-M., Godet, Dumyach, Carlier, Norris, Boiral, Stas J, Patureau, Rauez : 60 F; Dauphin., 30 F.
Sous-total = 1620 F.

Juillet : Gillet A. : 110 F; Bosco C, Jandaud Y, Danyach, Laroche, Sicot F, Dubois, S, Hirschauer, Bergorzini, Heinrich, Alberich P, Martin J : 60 F.
Sous-total = 770 F.

Août : Le Furet : 180 F; Voïnof I, Cros A, Goiraud : 60 F.
Sous-total = 360 F.
Total = 2750 F

Rentrée scolaire 98 Allègre 1 - Syndicats 0

QUELQUES CONTRARIÉTÉS : quelques écoles occupées par des parents, une manifestation de parents contre la fermeture d'une classe, un problème de ramassage scolaire, une protestation d'enseignants contre l'absence d'un plan d'évacuation d'établissement, la demande dans deux villes du Gard d'une création de poste d'instituteur. C'est ce qui a résulté de cette rentrée scolaire 98 pour le ministre de l'Éducation nationale, Claude Allègre. Il aurait dû y avoir une tempête.

Pour l'instant, il n'y a eu qu'un frémissement. Mais revenons sur quelques faits. Depuis un an, de petites phrases assassines et des prises de décision ponctuent les interventions d'Allègre. Nous avons eu droit aux colloques, aux réunions de préparation, aux concertations, aux 49 propositions, à une ébauche de réforme, mais aussi au « dégraisage du mammouth », à la dénoncia-

tion des absences d'enseignants, puis dernièrement à la baisse de 17 % de la valeur de l'heure supplémentaire. Pour cette dernière attaque datant du mois d'août (il ne faut pas se leurrer, les politiques ne prennent plus de vacances!), en piochant dans les porte-monnaie des enseignants, il y avait fort à parier sur un mouvement de mécontentement et sur une réaction syndicale.

Mais où ils sont... les syndicats ?

Il n'en fut presque rien. Presque, car à part quelques attermoissements, quelques rencontres au sommet juste avant la rentrée, il n'y eut pas grand-chose à récolter du côté des syndicats co-gestionnaires et semble-t-il soucieux de ne pas froisser un gouvernement de gauche plurielle. N'oublions pas que les élections européennes vont se dérouler l'année prochaine et que déjà certains partis comme le PC ou l'ex-

trême gauche veulent inclure sur leurs listes des acteurs du mouvement social. Alors, lesquels ont été les plus combatifs ces dernières années ? La chasse est ouverte !

Et ce ne sont sans doute pas les syndicats minoritaires tels que la C.N.T., les S.U.D., le P.A.S., ou la C.G.T.-éducation qui vont de par leur nombre créer un rapport de force. Voire un mouvement social.

C'est donc une rentrée somme toute banale et calme à laquelle nous sommes actuellement confrontés. Pour que les choses puissent changer, il nous faut poursuivre l'effort, œuvrer à créer les conditions d'une puissante mobilisation. Parallèlement, continuons à travailler sur la définition du projet d'éducation libertaire. A produire des analyses, à proposer des solutions. Une tâche à laquelle nous devons nous atteler, et ce sans tarder.

Jérôme. - groupe Lucia Saornil (Villeurbanne)

Sélection mode d'emploi

VOUS VOUS ETES SANS DOUTE DEMANDÉ PARFOIS : « Comment ce gogo a-t-il pu accéder à tel poste à responsabilité ? » ou peut-être : « Mais comment peut-on faire partie de tel groupe influent avec un tel profil ? » ou bien : « Comment faire pour que mon fils gagne un maximum d'argent avec le peu d'idées qu'il a ? ». Dans le dernier cas, vous vous êtes sans doute trompé de journal dans ce fichu dépôt de presse si mal rangé et je dois vous avvertir que vous n'êtes pas en train de lire un de ces canards où tout est dit aux petits arrivistes en herbe et à leurs parents pour écraser leurs petits copains. Non, vous lisez le *Monde libertaire*, où tout est dit pour espérer un jour vivre une société sans domination, où on parlerait d'égalité économique, sociale et politique, de possession collective des moyens de production et du partage égalitaire des tâches d'intérêt général... Alors, déçu ? Vous avez tort ! Lisez donc la suite de cet article, vous allez tout comprendre...

Voici pour commencer de quoi pour vous rappeler la dure réalité que devra affronter votre portefeuille si vous espérez faire intégrer « les écoles qui marchent » à vos enfants : les droits d'inscription au concours d'entrée vont de 350 à 1 650 F. Eh oui ! Pour prouver qu'ils ont les possibilités de faire partie d'une « élite », les candidats doivent d'abord payer. Payer pour intégrer la classe des futurs dirigeants. « La mauvaise graine, ça pousse » entend-on dans nos campagnes. Oui,

mais la bonne graine, ça paye ! Chaque postulant aux grandes écoles tente plusieurs concours pour augmenter ses chances de réussite, si bien que la courbe des dépenses oscille entre 5000 et 9 000 F par personne qui ne peut bénéficier de bourses... Pour réussir ou échouer, c'est la loi des concours... Sans compter le coût des préparations quand elles se font dans des établissements privés, les frais de déplacement et d'hébergement pour aller passer les concours qui permettront d'accéder à ces écoles souhaitées où de nouveaux frais (matériel mais encore et surtout logement) vont apparaître. Qui a dit que l'éducation était publique, laïque et gratuite ?

Il aurait du préciser que dans notre pays civilisé, on apprendrait seulement gratuitement aux enfants à savoir déchiffrer une facture, remplir une fiche d'impôt et connaître les institutions de chez nous ! Pour en savoir plus, il faut payer... Je schématise bien sûr mais... à peine ! Les concours d'entrées sont en principe ouverts à tous. Dans les faits, ils sont soigneusement réservés à quelques classe sociales. En 1996-1997, d'après le ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DEP-SDESE), parmi les enfants d'ouvriers, la proportion de ceux qui atteignent le troisième cycle de l'Université est de 6,7%, parmi les enfants de cadres supérieurs et de membres des professions libérales, elle est de 46,8%. On en parle quand de cette égalité économique, sociale et politique ?

Tniény Sassi. FA. 08. - Email: ThSassi-aol.com

En bref

■ Le journal *libertaire de Nice*, l'Anarcho vient de sortir son n°12 consacré aux communautés libertaires. A commander à prix libre à l'ADCL, BP 4171, 06303 Nice cedex 4.

■ Le N°3 de la revue de la CNT, « Les temps maudits », vient de paraître. Au sommaire vous retrouverez entre autres des articles sur le travail et la pratique anarcho-syndicaliste ; le mirage à l'emploi ; des propos sur l'éducation libertaire ; la lutte des femmes dans le monde du travail... à commander contre 30 F à Les temps maudits, BP72, 33038 Bordeaux cedex.

■ Jules Grandjouis dont les dessins et caricatures ont parus dans Les Temps nouveaux, La

Guerre sociale, La Voix du Peuple, Le Libertaire et l'Assiette au beurre fait l'objet d'une exposition jusqu'au 13 septembre au Centre national et musée Jean-Jaurès de Castres (2, place Pélisson).

■ Un groupe de la Fédération anarchiste est en création sur Périgueux. Pour tout contact écrire à la liaison Périgueux c/o Relations intérieures, 145 rue Amelot, 75011 Paris.

■ Un quatrième groupe vient de se constituer au sein de l'Union locale de Lyon de la Fédération anarchiste. Celui-ci est implanté sur la commune de Villeurbanne. Pour le contacter : Groupe Lucia Saornil c/o La Plume noire, 19, rue Pierre Blanc, 69 001 Lyon.

Coût de rentrée selon les classes... sociales !

La publication, dès la rentrée scolaire, de l'enquête annuelle de la Confédération syndicale des familles (CSF) au sujet du coût de la rentrée montre d'une part, l'augmentation de ce coût d'une année sur l'autre (+ 6,3 % en moyenne), et d'autre part, l'inégalité des frais selon que l'élève est en filière générale technologique ou professionnelle. Et il n'y a pas de mystère, ce sont dans les filières professionnelles que les dépenses sont les plus importantes. Et ce n'est pas avec 1600 F par enfant que les familles vont pouvoir payer les 4 000 F d'achats dont un élève a besoin lorsqu'il entre en BEP industriel. La gratuité de l'école reste encore une idée à développer, un combat à mener !

J.



L'anarchisme aujourd'hui, un projet pour la révolution sociale », brochure réalisée par l'Union régionale Rhône de la Fédération anarchiste au printemps 1996 vient d'être rééditée pour une troisième fois aux éditions du *Monde libertaire*.

Le but de cette brochure n'est pas de livrer un programme et une quelconque « ligne » révolutionnaire mais de servir d'outil militant, en permettant à ceux et celles qui ne connaissent pas, ou mal, l'anarchisme de le découvrir ou de mieux l'appréhender.

L'enjeu, pour nous anarchistes, est de faire en sorte que le mouvement social qui émerge se développe sur des bases anticapitalistes et libertaires. À nous d'avancer notre projet de société mais aussi nos pratiques dans les luttes sociales afin de refaire de notre mouvement une force politique et sociale conséquente, capable d'influer sur le cours des événements. Prix 20 F (+ 10% de port), à commander à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Faits d'hiver La tête et les jambes

Samedi 29 et dimanche 30 août 1998 a eut lieu à la Genétouze (Charente maritime) la 21^e foire aux célibataires.

Des milliers de pauvres hères y sont venu chercher l'âme soeur ou frère dans le cadre d'animations de toutes sortes dont la « célèbre » dégustation de crème chantilly sur seins nus. On voit le genre !

Daniel Cohn-Bendit - rendons lui cet hommage - n'a pas honoré cette foire de merde de sa présence.

Il est, en effet, des solitudes politiques (ex manière d'anarchoïde, actuel manière de radical-réformiste et futur ex réformiste-radical) qui ont encore (mais jusqu'à quand ?) les moyens de ne pas fréquenter les assommoirs de la misère qui collent depuis toujours aux sabots du petit peuple et qui peuvent se faire des plans à la hussarde au petit bal des demoiselles de la légion du déshonneur.

Les Verts, c'est un fait, sont actuellement dans l'rouge de leurs contradictions et, réalisme gouvernemental pluriel oblige, en son mal de leader charismatique (on ne peut pas à la fois gouverner et faire rêver) pour les prochaines élections européennes.

Daniel Cohn-Bendit, quant à lui, est dans l'vert depuis si longtemps que même ma mère (alias mamy et ses célèbres glaces) se demande dans quel film rouge et or de y'a pas trop longtemps il avait bien pu jouer.

Alors, entre le fauteuil roulant écolo-réformiste-pluriel et le dandy des gadoues, une main aux fesses devrait suffire pour sceller un mariage de « raison ». Qu'on se le dise, Dany le rouge sera, donc, la tête de liste des écolos franchouillards aux prochaines élections européennes.

Jadis, lors d'un printemps trop bref, les mauvaises langues de cette année 1968 aimaient à dire que l'image d'Epinal Cohn-Bendit ne valait que parce qu'il y avait d'un côté la tête (Gaby, le frère aîné) et de l'autre les jambes (Dany, dit le rouge).

Que les jambes, dont c'est peu dire qu'elles sont devenues flagolantes avec les années, se mettent aujourd'hui à croire qu'il suffit d'être tête de liste aux élections européennes sur la liste verte pour devenir une tête, a quelque chose de pathétique. De ce pathétique-tac-tac qui fait le sapsin de toutes les pendules de toutes les vieilles et de leurs pauvres petits trottements à l'enterrement d'un plus vieux ou à la crémation d'un plus laide.

Elections, piège à cons, qu'y disait !

Jean-Marc Raynaud

Malheureusement, la dernière ligne du « Fait d'hiver » de la semaine passée - intitulée « Champions » à « sauté ». La voici : « Ah, bordel de nom de dieu, comme il serait bon d'être champions de cela ! » Manquait aussi la signature : Jean-Marc Raynaud. Qu'il nous en excuse !

Congrès de S.U.D.- Education : Une véritable alternative syndicale ?

À l'issue du congrès de constitution de la fédération S.U.D.-Education, nous avons rencontré les deux délégués du syndicat P.A.S. 38 (Pour une alternative syndicale), qui nous ont fait part de leurs positions, de leurs critiques.

EN TANT QUE SYNDICAT invité, nous avons donc assisté au congrès fondateur de la fédération S.U.D.-Éducation, qui s'est déroulé les 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin, à la Bourse du travail à Lyon.

Vingt syndicats étaient représentés, ce qui constitue actuellement, au regard des mandats, environ 1200 adhérents. Des syndicats ont estimé prématurée la tenue de ce congrès du fait de leur création trop récente et du rythme trop rapide de construction nationale. Quelques syndicats, n'ayant qu'une poignée d'adhérents, n'ont pu avoir de mandat du fait de leur création trop récente.

Ce congrès a également accueilli de nombreux invités venus saluer et encourager la création de la fédération S.U.D.-Éducation : S.U.D.-P.T.T. et S.U.D.-Rail ; un représentant de la C.G.T. espagnole, un représentant de l'Unicobas italien, un représentant de la coordination des M.A., un de la branche enseignement de la C.G.T....

Tout au long de ce congrès, les possibilités de débat ont été réelles et intéressantes. Les textes ont été discutés et les délégués ont pu argumenter leurs positions de façon tout à fait appréciable. Les différentes conceptions de

l'alternative syndicale ont pu véritablement apparaître et les points de divergences que nous avons soulevés au cours des réunions précédentes se sont confirmés.

La souveraineté de l'A.G. n'a pas été retenue comme critère essentiel d'organisation d'un syndicat ni de la fédération, au nom du « respect de la diversité de fonctionnement des syndicats, et pour ne pas imposer à tous les syndicats S.U.D. le fonctionnement en A.G. souveraine », alors que la majorité des syndicats présents s'est constituée sur ce critère essentiel.

Ce point a d'ailleurs été souligné dans l'intervention de S.U.D.-P.T.T. qui a rappelé qu'il était vital que la fédération S.U.D.-Éducation soit structurée comme une fédération centralisée, tout comme l'est la fédération S.U.D.-P.T.T.!

Nous avons retrouvé dans cette intervention ce que nous avons toujours dénoncé, soit dans les centrales que nous avons quittées soit dans les débats antérieurs : une lutte de courants oppositionnels à coups d'amendements, de négociations de virgules, ou de commissions de congrès rédigeant une dernière mouture habile permettant aux plus nombreux, mais surtout aux plus « avi-

sés » d'emporter le morceau et aux autres d'être musclés, au nom du « respect de la différence ».

Démarches différentes

Ce n'est radicalement plus ce que nous voulons.

Nous ne voulons pas d'une fédération qui se construit autour d'un « exécutif qui sera le bras armé du conseil national », laissant loin des débats centraux, l'ensemble des adhérents.

Qu'est-ce qu'un syndicat alternatif si son fonctionnement met en place les verrous qui limitent le droit de chaque syndiqué à un simple droit de regard ?

Qu'est-ce qu'un syndicat solidaire qui évacue des statuts du syndicat et de la fédération l'idée et le terme de souveraineté de l'A.G., déjà retenu par les structures locales qui vont le composer ?

Dans ces conditions-là nous ne construisons effectivement pas la même alternative syndicale car nous ne faisons pas les mêmes analyses des centrales quittées. Et dans ces conditions-là, nous ne pouvons pas envisager de fusionner structurellement.

Pour nous, il y a nécessité mais il n'y a pas urgence à être représenté nationalement. Nous affirmons l'importance du temps nécessaire aux débats sur le fonctionnement, alors qu'il a été sacrifié. Apparaît alors la prédominance à vouloir reproduire le fonctionnement et la structure des centrales que nous avons tant dénoncées.

Pourtant depuis deux ans, nous avons eu des échanges riches avec certains syndicats locaux qui sont proches de notre démarche de construction ; ceux-ci privilégient le travail syndical local et les possibilités de convergences, d'échanges avec d'autres syndicats.

Nous avons besoin d'un syndicalisme efficace, capable de réagir aux mauvais coups portés par les politiques. Mais nous ne voulons pas, au nom de l'effica-

cité, sacrifier les principes qui privilégient la place de l'individu dans les débats, les revendications et l'action. Nous avons rompu avec le syndicalisme de délégation et de manipulation. Nous travaillons à la construction d'un syndicalisme différent. Ce n'est pas par la magie d'un label, fût-il nouveau, que nous aurons la garantie d'une démarche syndicale alternative.

Philippe et Lisbeth



La FSU ou la dialectique maîtrisée Un discours de lutte pour un syndicalisme en retrait

LA FSU., QUI REGROUPE LES PLUS PUISSANTS SYNDICATS enseignants, notamment le S.N.E.S. pour le secondaire et le S.N.U.I.P.P. pour l'école, entame une rentrée que la Fédération place sous le signe de la lutte. Depuis la scission de la puissante centrale syndicale enseignante qu'était la F.E.N. en 1992, cette fédération syndicale dit se placer dans un syndicalisme de lutte, revendicatif et renouvelé. Héritière du courant Unité et action de la F.E.N., animé par des proches du Parti communiste, la FSU. a très vite produit un discours de justification de sa propre option « de lutte » sans que les pratiques ne soient grandement transformées.

Une F.E.N. bis

À l'intérieur, l'exemple même de la bureaucratie syndicale corrompue qu'était la F.E.N. - pratique du vote bloqué, contrôle procédurier pour évincer l'opposition, électoralisme, gestion patrimoniale, permanent à vie... - n'a pas été complètement niée. Même si les pratiques ont changé en s'assouplissant, elles n'ont pas changé dans leur nature. On peut même dire que plus la reconnaissance électorale et médiatique de la FSU. s'est développée et plus elle est apparue comme une étrange F.E.N. bis, dont le discours de justification se résume à se définir contre le modèle de la F.E.N. C'est ainsi que la pratique du vote bloqué, les représentants d'une section départementale vote soit pour ou contre une mesure en faisant fi des proportions. En clair ce que n'importe lequel de ces démocrates fustige dans la vie politique se déroule au syndicat, a été reprise par le S.N.E.S. lors du vote sur le protocole de désorption de la précarité proposé par le gouvernement en 1994 ! C'est ainsi que les relations se sont tendues avec l'autre courant constitutif de la FSU., l'École Émancipée, tendance syndicaliste révolutionnaire datant du début du siècle, animée aujourd'hui essentiellement par des militants ou ex-militants de la L.C.R. et quelques anarchistes (souvent non déclarés) dont la FSU. avait besoin en 1993 au moment de sa constitution pour légitimer les nouvelles pratiques syndicales démocratiques mais qui peut s'en passer allégrement aujourd'hui. Il faut dire que la croissance continue

du nombre d'adhérents tend à clore les débats en attestant de la pertinence de la voie choisie par la FSU.. Là encore, nous ne sommes pas loin de la F.E.N... sans compter les permanents à vie. Il faut dire que nombre des militants syndicalistes révolutionnaires de l'École Émancipée ont trouvé justification à ce discours de changement pour s'engouffrer dans un syndicalisme visant à la reconstruction syndicale sans en contester les tares de nature. À l'image du P.C.F. dans le gouvernement, il est difficile de participer tout en restant clair et les camarades trotskistes le vérifient encore... à moins que ce genre d'expériences ne dévoilent la vraie nature de ces militants ? La real politik s'impose donc comme pensée unique de ce syndicalisme de gestion ou le nombre d'adhérents et les services proposés remplacent les engagements militants et la décision collective nécessaires à une dynamique de lutte authentique.

S.N.E.S. : le syndicat des agrégés

Car le problème central se situe bien à l'extérieur, c'est-à-dire dans les actions et la stratégie de la FSU. ou les différences avec la F.E.N. paraissent souvent plus dans les discours que dans les pratiques. C'est surtout le cas du S.N.E.S. À côté d'un syndicalisme qui s'enferme dans une stratégie corporatiste et un syndicalisme de cadre supérieur, s'affirme un discours sur le renouveau syndical fait de démocratie à l'intérieur et d'ouverture sur les luttes sociales à l'extérieur. C'est ainsi que la FSU. s'affirme comme un syndicat de lutte au côté de la C.G.T. et de S.U.D. pendant le mouvement de 1995 comme dans les différents mouvements sociaux (immigrés, chômeurs...). On ne compte plus les tracts appelant « à une société solidaire et à des transformations sociales » signés par la FSU. Mais cela n'apparaît-il pas comme un positionnement sur le marché du syndicalisme enseignant ou la place de syndicat gouvernemental est déjà largement prise par la F.E.N. et le S.G.E.N.-C.F.D.T. quand on regarde les revendications et les stratégies mises en œuvre par la FSU. ?

Acceptant le protocole sur la précarité de Perben en 1994, qui a mis au chômage des milliers de maîtres-auxiliaires, pour pou-

voir être représenté auprès du gouvernement dans les discussions ouvertes après la signature du protocole, la FSU. et le S.N.E.S., en particulier, a montré son traditionnel mépris pour ceux qui n'ont pas réussi au concours, accusés de dévaloriser la profession. Défendant avec hargne les statuts les plus enviables comme les agrégés en prétendant que ceux-ci tirent l'ensemble de la profession, ils oublient la lutte des précaires. Le S.N.E.S. n'a-t-il pas refusé de syndiquer les milliers de contrats C.E.S. sous le prétexte que les syndiquer reviendrait à une acceptation de leur statut ? Doit-on entendre par là que le S.N.E.S. accepte le statut du salariat en syndiquant des enseignants alors que ses statuts font vaguement référence à la nécessaire abolition du salariat (art. 2) ? C'est ce genre de raisonnement qui tue le syndicalisme et la volonté de transformation et incite les salariés à être réticents à celui-ci. La solution existe : il suffit de développer des services de plus en plus perfectionnés aux adhérents pour attirer les enseignants. C'est donc ce que fait le S.N.E.S. dans sa volonté d'être un syndicat de masse sans se soucier de la dynamique et de la volonté de transformation sociale de la masse en question. Il suffit de développer les consultations tout azimuts à la façon dont les dirigeants s'occupent de nos problèmes qui remplacent avantageusement la discussion entre militants actifs et décidant en dernier ressort. C'est ainsi qu'il est difficile parfois, dans des départements où sont adhérents plus de 1000 enseignants, de faire des réunions de plus de 7 ou 8 personnes ! À bien des égards, les dirigeants actuels sont issus d'une mouvance assez stalinienne qui a perdu ses repères et rompu avec le PC dans les années 80. Ils sont alors devenus les zélés techno-gestionnaires des structures syndicales qu'il s'agit de perpétuer, quitte à faire fi de tout horizon politique. Ce type de syndicalisme ne bouge que pendant les mouvements sociaux ou le discours de lutte doit nécessairement s'accompagner des actions correspondantes. Alors, il faut lui souhaiter beaucoup de luttes comme celles de la Seine-Saint-Denis en mars qui a montré qu'un collectif départemental composé de délégués d'assemblées générales est toujours plus porteur de la lutte que la structure syndicale de la FSU.

Most

SÉNÉGAL

« Créer un mouvement social fort »

Nous vous présentons la seconde et dernière partie de l'interview de Moussa Diop, militant éducatif et syndical sénégalais, qui avait paru la semaine dernière dans le *Monde libertaire* (n°1130).

Après avoir évoqué les différentes initiatives d'éducation populaire et d'alternative sociale qui se sont mises en place, suite notamment au désengagement de l'État sur le terrain social, nous évoquons cette semaine la question des luttes sociales et de l'état actuel du mouvement social.

Le Monde libertaire : Tu nous as décrits une situation sociale dramatique marquée par un nombre important de jeunes se trouvant à la rue et d'un autre côté des éducateurs de rue qui comprennent la situation sociale engendrée par la situation économique et le régime politique et qui impulsent de nombreuses initiatives populaires au niveau de l'éducation, de la santé, de la vie quotidienne sur la base de l'auto-organisation et de la conscientisation sociale. Mais y a-t-il derrière tout ce mouvement d'alternative sociale, un engagement des syndicats, d'organisations politiques qui tendrait à mettre toutes ces initiatives en réseau ?

Moussa Diop : Non, en réalité les syndicats comme les organisations politiques ne s'investissent pas dans toutes les structures que nous avons évoqué (centre éducatif de quartier, « banque » des femmes, coopérative d'alimentation, atelier de recyclage...). Les individus s'investissent au niveau individuel, avant tout comme « citoyen », comme habitant d'un quartier même s'ils sont bien souvent membres d'une organisation politique ou syndicale. Ce qu'il faut savoir, c'est qu'en 1973, il y a eu au Sénégal une espèce de grand mal 68 qui a été le point de départ de la prise de conscience et de l'engagement de nombreuses personnes. La

plupart des individu-e-s qui sont aujourd'hui moteur dans la plupart des initiatives que nous avons décrites sont issus de ce mouvement. Ce sont des musulmans, des trotskistes, des militants syndicaux, des ex-mao qui s'investissent sur le terrain social parce que leur formation politique ou syndicale ne le fait pas. Par moment, lorsqu'il y a des situations d'urgences liées à la répression, comme des arrestations par exemple, nous sommes obligés d'interpeller les partis politiques progressistes afin qu'ils posent des questions au niveau de l'assemblée nationale. Au Sénégal, il y a une conception bourgeoise des droits de l'homme. Les associations de défense des droits de l'homme ne fonctionnent que quand les partis politiques démocratiques sont touchés par la répression. Quand les enfants meurent de faim ou sont emprisonnés, personne ne se préoccupe de leur situation. Je n'ai jamais vu une organisation des droits de l'homme visiter une prison sénégalaise et y dénoncer les conditions de détention.

On a de réelles difficultés à faire le lien entre l'investissement politique ou syndical et celui dans les alternatives sociales. Un de mes objectifs est d'amener les différents acteurs à mieux cerner les phénomènes d'ensemble et de les pousser à faire le lien entre tous les secteurs où ils

sont investis. Il faut maintenant que les gens soient capables d'analyser la situation, d'étudier les problèmes qui se posent et de globaliser les réponses. Il y a forcément un travail de motivation à faire. Mais beaucoup de gens ont changé et évolué et de nombreuses personnes nous ont rejoint régulièrement. On a réussi à tirer beaucoup de travailleur de l'éducation. On a réussi à les impliquer dans les initiatives de ville, de quartier. Quand on me demande où s'arrête l'action éducatrice et répond que ce n'est pas aux frontières des structures institutionnelles. Je n'ai pas de territoire, je suis un homme du Sénégal, un homme du monde. Quand il faut que j'intervienne, je n'ai pas besoin de m'emprisonner dans des territoires mentaux. C'est aussi cela créer et avoir une conscience politique.

ML : Justement, tu parles de conscience politique, de réussir à instaurer un rapport de force par rapport à l'État, nous voudrions que tu nous parles un peu des mouvements sociaux au Sénégal, quels sont les derniers événements ?

MD : Au Sénégal, depuis un certain temps, il y a ce qu'on appelle les politiques de réajustement structurel. Ce sont des politiques dictées par la banque mondiale et le F.M.I. Elles imposent des lois anti-travailleurs et antisociales qui ont créé beaucoup de problèmes. Ces politiques ont cumulé avec une vague de privatisation. La S.D.E. (Société des eaux) et la S.N.C.F. ont été privatisées. Depuis de nombreuses zones ne sont plus desservies par le chemin de fer. Cela pose notamment de gros problèmes de transport de marchandises dans les zones de forte production agricole. De même la privatisation de la S.D.E. a provoqué une augmentation de 3 % du prix de l'eau. Si cela continue chaque année, dans 5 ans l'accès à l'eau potable sera très difficile. Si la privatisation de l'électricité a lieu cela sera le même problème. Aujourd'hui, il y a une lutte importante autour de cette question. Alors que l'État s'était engagé à ne pas vendre plus de 33 % de la compagnie nationale d'électricité, au dernier moment, tout a été bradé aux entreprises privées. C'est ce qui a déclenché une grève. Ce qui est intéressant, c'est que le syndicat officiel, lié au pouvoir socialiste, la C.N.T.S. (Confédération nationale des travailleurs sénégalais) (1), est très largement minoritaire dans ce mouvement. Le syndicat qui mène très largement la grève est le S.U.T.ELEC. (Syndicat unique des travailleurs de l'électricité) qui est affilié à une union autonome qui n'est contrôlée par aucun parti politique. C'est ce syndicat autonome qui a pris en charge toutes les revendications des travailleurs. Mais avec le durcissement de la grève, l'État a décidé de liquider ce mouvement syndical. Une décision renforcée par le fait, que récemment la Banque mondiale et le F.M.I. ont demandé qu'il y ait une paix sociale au Sénégal pour qu'ils continuent leurs investissements. C'est ainsi qu'a été enclenchée une dynamique de purification du mouvement social. Lorsque le S.U.T.ELEC. a

coupé le courant, juste après la Coupe du Monde de football car sinon la grève aurait été fort impopulaire, la presse d'État comme la presse privée qui pourtant est une presse libre souvent à l'avant-garde de pas mal de questions, ont tiré sur le mouvement. Il y a eu une forte décharge médiatique pour tourner la population contre le mouvement de grève. Le secrétaire de la C.G.T. sénégalaise, proche du parti socialiste, est même monté au créneau pour dénoncer ce mouvement et demander que des sanctions soient prises car cette grève a empêché les commissariats de fonctionner normalement et a fait trop de mal à la population. L'État en a profité pour déclencher la répression, en s'appuyant sur de prétendus actes de sabotage, pour arrêter les dirigeants du syndicat autonome. L'U.N.S.A.S. (Union nationale des syndicats autonomes sénégalais) (2), à laquelle est rattaché le S.U.T.ELEC. a alors déclenché une campagne de soutien, en informant d'une part la population la réalité de la grève, ses motivations et ses objectifs, et d'autre part pour réclamer la libération des militants emprisonnés. Il faut démontrer que cette grève est profondément populaire car les travailleurs se battent pur démocratiser l'accès à l'électricité, le droit à l'électricité pour tout le monde même dans les endroits les plus reculés. Ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui au Sénégal. Lorsque j'ai quitté le Sénégal, une grande marche, organisée par les femmes des travailleurs, a été réprimée comme pratiquement toutes les marches de solidarité. Une quarantaine de femmes ont été arrêtées. À chaque manifestation il y a des arrestations. Non seulement on a arrêté 27 dirigeant syndicaux mais on les a aussi licenciés. Normalement, il faut enclencher un processus pour licencier des personnes emprisonnées. Maintenant que la grève est terminée, on a inventé des motifs qui ne tiennent pas pour licencier la plupart des militants.

ML : Pour terminer, peux-tu un peu mieux nous présenter les forces syndicales que tu as évoqué, l'UNSA et la CNTS ?

MD : L'UNSA est une union de syndicats de gauche radicale qui reconnaissent avant tout la lutte de classe. Au sein de cette Union, les travailleurs les plus importants sont les enseignants. Le syndicat autonome des enseignants a mené des luttes très dures. Il y a un an, il a remporté une longue lutte sur la question des retraites où il était suivi par l'ensemble de la corporation. Il y a quelques années, cette union représentait environ 25 % des syndiqués chez les fonctionnaires et aujourd'hui elle est suivie par l'ensemble du corps quand elle déclenche un mouvement. La CNTS par contre, qui est donc liée au pouvoir, représente l'illusion de l'engagement ouvrier. Elle a un discours ouvrier radical, très à gauche, mais elle a des pratiques pires que les pratiques droitistes. Son leader est un ancien exilé de 1958 qui a négocié sa retour au Sénégal en acceptant pas mal de chose. C'est un briseur de grèves et le grand artisan de la liquidation des syndicats autonomes.

La grande faiblesse du mouvement démocratique au Sénégal, de tous les gens qui se battent pour une vrai citoyenneté, pour le respect, mais aussi pour tous les peuples du monde c'est que les différents acteurs ont des problèmes pour lier tous les espaces de luttes. S'ils pouvaient se rencontrer, se coordonner, définir des projets communs, cela pourrait créer un mouvement social fort. Pour ma part, c'est ce que je tente de faire avec les gens des quartiers.

Propos recueillis par David groupe Durruti (Lyon)

(1) Qui n'a aucun rapport de loin ou de près, en dehors du sigle, avec la C.N.T. anarcho-syndicaliste et syndicaliste révolutionnaire, d'Espagne ou de France.

(2) Il a aussi rien à voir avec l'UNSA français de tendance corporative et réactionnaire.

Rencontres avec Moussa Diop

Conférences

sur l'éducation populaire et les alternatives sociales au Sénégal
(conférences accompagnées d'une exposition sur le voyage de l'école libertaire Bonaventure au Sénégal parmi le mouvement d'éducation populaire).

Vendredi 11 septembre : Angoulême

À 19 heures à la Maison des Peuples et de la paix, 6 bis, rue Marengo.

Samedi 12 septembre : Ile d'Oléron

À partir de 18 heures : tieboudienne (repas national sénégalais) à Bonaventure 35 allée de l'Angle, Chaurce 17190 Saint-Georges d'Oléron ; exposition, débat, repas convivial.

Lundi 14 septembre : Bordeaux

Conférence organisée par l'École Emancipée à 20 heures à l'Athénée (près de Peyberland) « De l'éducation populaire à la coopération sociale ».

Mercredi 16 septembre : Poitiers

À l'initiative de la C.N.T. (lieu non défini) se renseigner à la C.N.T., impasse des communaux.

Jeu 17 septembre : Paris

Conférence organisée par la C.N.T. et la F.A. à 20 heures au 33, rue des Vignolles 75020 Paris

Vendredi 18 septembre : Lyon

À l'initiative de l'Union locale de la Fédération anarchiste à 20 heures à la librairie la Plume noire, 19, rue Pierre Blanc, Lyon 1^{er} (Tél : 04.72.00.94.10).

Samedi 19 septembre : Ivry sur Seine

À l'initiative des Amis de Louise-Michel du Val-de-Marne et avec le soutien de la F.A. et de la C.N.T. à 20 heures à la salle Saint-Just au 20, rue Saint-Just.

Mercredi 23 septembre : Ile d'Oléron

Film « Mossane » de Safi Faye à 21 heures, suivi d'un débat à l'Eldorado de Saint-Pierre d'Oléron.

Solidarité avec les travailleurs sénégalais !

Depuis près de quinze jours, une terrible répression s'abat sur la lutte menée contre l'application des directives de la banque mondiale et du F.M.I. dans le secteur de l'électricité. Après la libéralisation et la privatisation des secteurs de l'eau, des télécommunications et des chemins de fer, la banque mondiale et le F.M.I. estiment qu'il est temps que le secteur de l'électricité connaisse le même sort. S'il y a eu un retard dans ce secteur c'est que 90 % des travailleurs votent dans les élections professionnelles pour un syndicat combatif et non affilié au parti au pouvoir.

Ce syndicat est le S.U.T.ELEC. (Syndicat unifié des travailleurs de l'électricité). Actuellement tous ses dirigeants sont arrêtés, soit rentrés dans la clandestinité. En effet, contre la privatisation, contre la libéralisation, pour l'électrification rurale, pour le maintien de la péréquation, pour le maintien des acquis des travailleurs de la SEN. ELEC., le S.U.T.ELEC. avait signé un mémorandum avec le gouvernement depuis plus d'une année. Sa remise en cause a poussé les travailleurs à aller en grève.

Durant les négociations, le gouvernement a profité de « sabotages » qui auraient lieu dans certaines centrales électriques pour lancer sa campagne de répression. Le but du gouvernement est clair : isoler et dénigrer le S.U.T.ELEC. pour pouvoir appliquer au niveau électrique « ses réformes » qui n'accroîtront que la misère du peuple. Pour tout cela, il faut fauter casser le verrou qui gêne, c'est-à-dire le S.U.T.ELEC.

Diffuser et faites diffuser cette information !

Pour la solidarité avec les travailleurs de l'électricité !

Contre la répression de l'État sénégalais !

U.N.S.A.S. (Union nationale des syndicats autonomes du Sénégal)

CINÉMA

Tokyo eyes. Jean-Pierre Limosin

AUTOUR D'UNE TRAME policière prétexte, *Tokyo Eyes* est le film de tous les étrangetés. Le film est tourné en japonais alors que le réalisateur est français. Jean-Pierre Limosin possède en revanche une transcription phonétique quasi musicale de la version japonaise de son script. Ces étrangetés ont même étonné les Japonais. Ils découvraient leur Tokyo, le Tokyo de leurs jeunes gens filmés comme aucun cinéaste japonais contemporain avait su le filmer. Le Tokyo secret d'un jeu de l'oie, où il faut un dessin et une description pour trouver l'endroit recherché dans les dédales des rues comme dans un labyrinthe.

Dans *Tokyo Eyes* apparaît miraculeusement Takeshi Kitani en sous-Yakuza bête et maladroit. *Tokyo Eyes* a été sélectionné au Festival de Cannes à « Un certain regard ». La jeune fille : Hinano Yoshikawa, le jeune garçon : Shinji Takeda, le scénariste japonais : Yuji Sakamoto.

Heike Hurst (Fondu au Noir)

M.L. : Comment avez-vous trouvé les deux jeunes interprètes ?

Jean Pierre Limosin : Environ deux ans avant de commencer de tourner, on avait choisi la jeune fille. Pendant ces deux ans, elle a fait beaucoup de télé, elle est devenue très, très connue. Depuis l'âge de 13 ans, elle a été modèle ; elle a fait des disques, donc c'était un casting assez composite et pour eux aussi, cela a dû être étrange. D'ici, j'ai fait une sorte de visitation de visages, de magazines, de costumes et de photos dans des magazines japonais et je me souviens d'avoir déjà repéré la jeune fille. C'était pour voir comment les jeunes se laissaient photographier, leurs postures.

J'avais pris une dizaine de visages et de noms et elle était déjà dedans. Puis je suis allé au Japon et j'ai fait un casting assez considérable avec des auditions, beaucoup de discussions (avec traducteur). Ça s'est fait un peu à la japonaise. Mais d'habitude, ce n'est pas le réalisateur qui choisit. Au contraire, le producteur ne voulait pas, ce que cela se passe comme d'habitude. Il voulait que ce soit le contraire des habitudes de casting au Japon. C'est très, très impressionnant. Dans une immense salle, il y a une énorme table aussi longue que la scène. Les 12 apôtres, ou presque. Une dizaine de personnes, avec le producteur, le sous-producteur, l'assistant et moi. C'est donc vraiment comme un conseil de discipline, un conseil de classe, le comédien, la comédienne arrivent avec un ou deux agents et ces personnes s'assoient vraiment devant la grande table. Et là, ce sont des questions, des questions sur leur personnalité, d'un point de vue oriental : quelle est votre couleur (rire) déterminer un peu la psychologie, le comportement du personnage qu'ils cherchent avec la psychologie et le comportement de l'acteur. Ils se disent sur certains scénarios, ça sera un personnage qui aime le bleu, dont la couleur préférée est le bleu, des choses comme ça. Ce sont des échanges entre la production et les acteurs donc j'ai laissé un peu faire et après j'ai fait des essais vidéo à ma manière. Comment on pouvait être entendu par les acteurs, comment on pouvait détecter s'ils pouvaient improviser un tout petit peu.

Le scénario était très écrit, toujours. C'était écrit, tout était écrit d'abord en français. Après il y a eu une adaptation par un très jeune scénariste japonais. Il est à l'écoute du langage des jeunes, du langage de la rue. Ce jeune garçon m'a fait penser au scénariste qu'avait trouvé Pasolini qui parlait le langage des bidonvilles. Même si ça n'a rien à voir, ce scénariste japonais parle le langage shibuya - c'est un quartier qui est sur cette ligne de métro, un quartier connu pour ça dans la ville de Tokyo ; pas seulement dans la capitale, mais aussi à l'extérieur. Un quartier qui invente des mots qui invente des expressions, qui invente la nouveauté face au langage. Il a essayé de retrouver des tournures poétiques, pour transposer les jeux de mots qui existaient en français, en shibuya. Les Japonais savent très bien, c'est un conte, c'est invraisemblable. Il n'y a pas de réel. Mais ce

compréhension. On a travaillé de telle façon pour éviter le problème de langue. On a travaillé comme au théâtre, on a fait des lectures de répliques et avec tous les acteurs, même si les acteurs n'étaient pas dans la scène. J'avais une traduction phonétique, musicale, comme une partition. Et surtout on a montré des images, et je leur ai montré des images. Il y a eu un échange pendant cette semaine préparatoire. Il fallait absolument retrouver chez ces jeunes acteurs un jeu naturel. Un jeu naturel, ça n'existe pas, mais un jeu qui peut faire vrai, le plus vrai possible, en sachant que ça va être joué et que ne ce sont pas eux qui par-



qu'il y a de réel ce sont des situations qui se trouvent dans cette histoire qu'on a entièrement englobé. Tous les dialogues étaient écrits mais ce que je demandais aussi, c'était un travail de scénariste pour rendre la langue vraisemblable, inventive.

Cette jeune fille parle vraiment le langage shibuya. Un lettré japonais ne comprend que la moitié de ce langage. Alors qu'au niveau des jeunes, il y a aucun problème de

lent... des stratifications comme ça. Mais un jeu le plus naturel possible, en évitant ce que demande la télévision japonaise, justement, qui est de surjouer, au lieu de présenter naturellement, visiblement les émotions. Dans les téléfilms, il y a des jeunes qui grimacent qui montrent de façon ostentatoire leurs sentiments il fallait absolument gommer ça il fallait que ce soit un peu plus quotidien avec ces jeunes acteurs qui avaient déjà joué pour la télévision. Ce

n'était pas épuré, c'était faire quelque chose de bien étudié dans leur tête, de bien étudier ensemble qu'est ce que c'étaient ces personnages et de trouver ce qui les amusait pour arriver à faire un mélange du personnage et un mélange d'eux-mêmes. De ce qu'ils allaient jouer et de ce qu'ils allaient être à l'écran. Ainsi, il y a eu un travail intéressant de mise en scène avant la mise en scène.

C'est un monde très, très sélectif il est vrai, il y a ça, mais il y a des moments aussi de création d'une grande autonomie. Il y a des gosses comme on en voit dans « Gosses de Tokyo » qui sont incroyablement autonomes d'un point de vue occidental, des garçons de cinq ans qui voyagent. Qui font des kilomètres par jour de façon autonome. Parfois ils sont un peu en bande, ils

ML : Expliquez cette miraculeuse apparition de Takeshi Kitano dans votre film

J-P L : L'équipe me demandait que va-t-on faire de ce sous-Yakuza et j'ai dit je ne vois que lui ! On m'a répondu, on t'aime bien, Jean-Pierre, mais quand même, ça c'est des trucs d'enfants ça en va pas quand même pas lui... On l'a contacté et c'était impossible, il était en train de tourner *Hana-bi*. Mais il a lu le scénario, il a accepté, donc il a fallu faire tout ça en une journée et on a tourné la scène quatre mois après. Il a accepté d'être filmé comme il est, alors que dans ses films, il contrôle, il y a un travail de montage pour effacer les marques de son terrible accident sur son visage, alors qu'il nous a dit « j'accepte, je suis à vous, j'adore jouer et je vais jouer ça ». [...] Les acteurs étaient tous d'ailleurs d'une amitié extrême.

Propos recueillis par Heike Hurst

Festival majeur sur lac majeur

LOCARNO ET SON FESTIVAL POSSEDE UN ATOUT MAJEUR : un lieu magique, unique au monde, sa piazza. *Mulan*, une production Disney a inauguré la 51^e édition du festival. On suppose que les majors veulent conquérir le marché chinois et convoitent un « oui » à la distribution en proposant une version respectueuse d'une légende chinoise. *Mulan* est l'histoire d'une fille qui part à la guerre à la place de son vieux père importent et chasse l'invasisseur mongol. Sinon programme hautement cinéphile : sur vingt films en compétition, treize étaient des premiers films. Tous avaient des qualités, aucun ne se détachait vraiment. Bonne surprise : renaissance d'un jeune cinéma allemand. Trois films en compétition. Dont la première œuvre d'un Allemand d'origine turque, Fatih Akin. Son film est une sorte de « Haine » à l'allemande : trois jeunes de trois communautés (turque, grecque et serbe) sont amis, tournent en rond dans un cercle de vengeance où l'honneur et sa loi se réfèrent sur eux.

Il faut aller loin, regarder un film kirghize pour retrouver le sens et le prix de la vie. Des rites de passage ponctuent la vie de *Beshkempir* (Le fils adoptif). Ainsi va-t-il déclarer à la mort de sa grand-mère : « Si quelqu'un lui doit de l'argent, je le lui offre ; si elle doit de l'argent à quelqu'un, je le rembourserai ». Le réalisateur Aktan Abdikalikov ne se doutait sûrement pas que sa chronique assez contemplative contenait des brûlots initiatiques, libertaires, et passionnants pour nous.

Même bain de jouvence enjoué pour *Vremya Tansora* (Time of the dancer) de Vadim Abdrashitov. Sans crier gare, nous apprenons de quelle manière l'ex-empire soviétique a profité de l'éclatement de ses États en déposant ses minorités, en les chassant de leurs maisons, en leur interdisant l'exercice de leur profession... À côté de ces

problèmes poignants, les *Small Soldiers* de Joe Dante ne sont que divertissement pour enfants intelligents et adultes un peu demeurés. Le père des « Gremlins » a gardé un petit coin dans son cœur pour les garçons bricoleurs qui ont de l'intelligence et les ménagères éternellement méprisées et larguées au milieu de leurs machines domestiques. C'est finalement les astuces de bonne femme qui en bouchent un coin aux jouets fascistes déchaînés et programmés pour tuer. Un film très intelligent qui a fait hurler de rire une piazza noire de monde.

Un festival différent

À Locarno, on peut commencer sa journée avec les films de la rétrospective Bellocchio : *Les Poings dans les poches* ou comment se débarrasser des vieux et malades et jouir de jeunes et belles créatures. Par exemple, on peut enchaîner avec les documentaires remarquables programmés par la semaine de la critique, ou se lancer à la chasse des « Léopards de demain », courts-métrages de la terre entière très aimés par ce public unique qui mériterait bien un Léopard d'or d'assiduité. Le grand prix : encore la Chine, mais bien comme chez nous. Petite histoire de couple et d'adultère. Il n'y a plus de chasse réservée. Même en Chine... *M. Zhao* de Lü Yue empoche les 30 000 francs suisses (multiplier par quatre et demi) de la récompense suprême. L'auteur est le cameraman de Zang Yimou, un jeune homme élégant, parlant parfaitement le français et l'anglais. Pour le présenter, Marco Müller, le directeur du festival, qui parle chinois, a inversé les rôles. Il nous parlait mandarin et le jeune Chinois reprenait en français. Voilà ce que réussit Locarno,

un festival qui ramène des films de la terre entière et nous transmet quelque chose de plutôt optimiste.

Que retenir sinon une incroyable diversité de sujets et de cinématographie : 23 de Hans Christian Schmid étudie le cas d'un « hacker », pirate surdoué des ordinateurs minables des années 60. Alexandr Sokourov livre 4 h 20 de réflexions d'un commandant de navire (*Provinnost*) en mission dans l'Artique. Une sorte de « désert des Tartares » qui se déploie sur un cuirassé. Filmage ô combien près des corps des jeunes recrues. Rarement la solitude et la réflexion aura été filmée avec tant de beauté.

Cruauté et splendeur seraient les maîtres mots pour un film qui a divisé critique et public : *Sombre* de Philipp Gandrieux. Un tueur de femmes ou un halluciné de la peur du continent, du trou noir ?

Dans *Hors jeu*, les personnages et leurs grimaces sont des pantins sans vie comparés à tous ces films poignants. Mais Rossy de Palma qui on connaît des films d'Almodovar, y est très bien, donc elle a remporté le prix de la meilleure actrice.

Le prix du public honore toujours l'œuvre qui a remporté la meilleure notation des films projetés sur la Piazza : c'était sans surprise, car pour voir le dernier Ken Loach *My name is Joe*, 8 600 personnes s'étaient déplacées et ont fait l'unique vraie ovation du festival à son auteur (15 000 francs suisses).

Et si l'on a beaucoup parlé cette année d'un bras de fer entre l'entrepreneur directeur et son conseil d'administration : il faut espérer que l'argent suisse serve à aider des cinématographies défavorisées à créer en toute liberté. Et ce combat vaut bien la peine, donc : vive Locarno, place forte du cinéma du monde entier.

Heike Hurst. - (Fondu au Noir - Radio libertaire)

LEC

« Certes, nous ne sommes pas plus en gouvernement (...). Mais, obstinés à nous nous leur prestige prisonniers leur faute, tions du ré Pénélopes, les jours de pour ceux prêter l'ore peuses illus

M sociale, vo lument lire là pratique vient d'être surcroît, av une collect On croyait la gauche, ainsi que mais ce t'é la mémoire À propos rebondiss apporte d naires ce q finit dans l de la collab non moins

Berggren Ce rom tants du dans sa se bat p générale celles d être con ouvriers d'un des narrateu ter il n' ouvrier revendic premier le pensu De mèn sexuelle nom y p Le héros courant tâche o l'usage c dans l'o classe o qui clôt deux alt vrage, s vilégiant cipant l subjectiv poésie p Ce rom de l'Élan particul tique et

Berggren L'Élan, 19

LE MONDE

LECTURE

Daniel Guérin, « Front populaire, révolution manquée »

Le Front des pénélopes

« Certes, nous dénonçons, en termes de plus en plus virulents, la carence du gouvernement et celle de notre parti (...). Mais, en même temps, nous nous obstinons à excuser "nos" ministres et nous nous efforçons de "sauvegarder leur prestige socialiste". S'ils étaient les prisonniers du pouvoir, ce n'était pas leur faute, mais celle des "contradictions du régime". (...) Incorrigibles Pénélopes, nous recommandons tous les jours de tisser, pour nous-mêmes et pour ceux qui avaient le tort de nous prêter l'oreille, la toile de nos trompeuses illusions » (p. 232-233)

MILITANT, JEUNE QUI débarque dans l'arène ou déjà blanchi sous le harnais de la lutte sociale, voilà un livre qu'il faut absolument lire. Un livre qui était jusque là pratiquement introuvable et qui vient d'être réédité, à bas prix de surcroît, avec une belle facture dans une collection qui promet (1). On croyait déjà beaucoup savoir sur la gauche, socialiste ou communiste, ainsi que sur le Front Populaire, mais ce témoignage nous rafraîchit la mémoire. Mieux, il nous l'enrichit. À propos de cette époque riche en rebondissements, Daniel Guérin apporte du côté des révolutionnaires ce que Bertrand Jouvenel, qui finit dans les bras du doriotisme et de la collaboration, nous avait livré, non moins brillamment, sur les tri-

bulations des rénovateurs de la gauche planiste antifasciste (2). Daniel Guérin fut un témoin privilégié de l'entre-deux-guerres, car placé aux premières loges et doté d'un grand sens de l'observation. Militant et écrivain infatigable, il sut conserver les informations. Rencontrant des personnages comme Léon Blum, Léon Trotsky ou Pierre Monatte et fréquentant les coulisses de la S.F.I.O., il côtoya des députés, des syndicalistes, des ouvriers. Cégétiste, militant au sein de la Gauche révolutionnaire de la S.F.I.O. aux côtés de Marceau-Pivert puis co-fondateur, avec celui-ci, de l'éphémère P.S.O.P. (Parti socialiste ouvrier-paysan) en 1938, il fut alors de ceux qui pensent qu'on peut entraîner la « vieille maison » socialiste sur la gauche et vers la révolution sociale. Mais il y crut de moins en moins.

Son témoignage, rédigé au début des années 1960 et réactualisé au début des années 1970, nous révèle, dans un style vif et avec une recherche d'honnêteté auto-critique qui confine au masochisme, toutes les petites magouilles politiciennes, les stratégies purement électoralistes, l'inféodation totale du Parti communiste à Moscou, avec ses virages à 90° (cf le témoignage dégoûté d'un ancien du bureau politique, André Ferrat, ou encore le rôle d'un agent délégué par Staline auprès de Thorez), les renoncements, les lâchetés,

l'abandon de la révolution espagnole, le sectarisme trotskyste, l'aveuglement des pacifistes « intégraux », la dérive pépère de certains anarchistes, l'hypocrisie de ceux qui prétendent combattre pour la paix mais qui votent les crédits de guerre, qui déclarent lutter contre la bourgeoisie mais qui votent la reprise du travail ou qui font des cadeaux au patronat (Daniel Guérin n'oublie pas de décrire la politique économique).

Certes, au-delà des détails et des épisodes précis, dont chacun mériterait d'être compté (Blum déjà admirateur de Pétain, Zyromski la girouette crypto-stalinienne, les aventuriers divers...), rien de nouveau sur le fond. On peut même dire : c'est devenu pire. Car Jospin qui nous balance de nos jours un prêchi-prêcha moralisateur n'est pas Léon Blum, Jean-Christophe Cambadélis n'est pas Jean Zyromski et Julien Dray n'est pas Marceau Pivert. Le mot même de révolution, et a fortiori son idée, ont disparu de la bouche et de la tête des socialistes ! Pour autant, le témoignage de Daniel Guérin reste d'actualité : comment et pourquoi des militants sincères – il en existe toujours – peuvent-ils s'accrocher à ces planches si pourries (et on le voit très bien dans le livre...) que sont les politiciens de gauche ? Autrement dit, quelle est l'alternative possible,

à la petite semaine

La rentrée

La rentrée policière vient de s'effectuer de façon tragiquement ordinaire, à Tarbes, où le prix du tabac est particulièrement lourd à payer quand votre chemin croise celui d'un brigadier armé, plus « efficace » que le curare du Val-de-Grâce. Trois balles la cigarette quémändée. Dans l'univers des tueurs assermentés, il n'y a pas de fumée sans feu.

Pour sa rentrée, le monde judiciaire a choisi de ne pas faire dans le détail, jugeant désormais les individus pas très catholiques par paquet de cent trente-huit, en un lieu douteux qui leur permettra de rejoindre directement la case prison laissée vacante par l'abbé Cottard, terroriste naval et intégriste avéré, qui a pour lui de porter la soutane et un nom bien français, comme des promesses de circonstances atténuantes.

Côté rentrée politique, quel pied ! L'ex-enragé de Nanterre devenu diva de l'espace vert, n'enflamme même plus une université d'été. Au F.N., gagné par la haine interne, le pitbull et le roquet se battent pour une femelle et la gamelle. Sur un nuage rose, qui ne le restera pas longtemps, une gauche libérale anesthésie le pays, devant une droite moribonde, lamentable et sombrant dans de navrantes pitreries, qui amène à penser qu'en politique aussi on peut être en faveur de l'euthanasie.

Devant toutes ces rentrées, on préfère prendre la sortie.

Floréal

ou plus exactement, quel est le moyen d'avancer sans se couper de la masse des travailleurs et des syndiqués qui restent, malgré tout, dans les mêmes organisations politiques ou syndicales ? Comment éviter de se réfugier dans le sectarisme ou dans l'organisation pure mais groupusculaire ? L'épisode de la création du P.S.O.P. nous apprend, de ce point de vue, beaucoup de choses. Equivalent, en gros et en version laïque, du futur P.S.U. avant la lettre, il nous montre les limites d'un rassemblement des déçus de la gauche de la gauche. Une chose est sûre : le degré de politisation de notre époque est lar-

gement inférieure à celui de l'entre-deux guerres.

Il y a donc beaucoup de pain sur la planche ! Et quelles que soient les critiques que l'on peut faire à Daniel Guérin, si tout le monde avait son énergie militante, le schmilblick avancerait...

Philippe Pelletier

(1) Guérin Daniel (1997) : Front populaire, révolution manquée. Arles, Acte Sud, Babel, coll. « Révolutions », 528 p. En vente à la librairie du Monde libertaire.

(2) De Jouvenel Bertrand (1979) : Un voyageur dans le siècle, 1903-1945. Paris, Robert Laffont, 496 p.

Littérature prolétarienne

Ni l'un ni l'autre

Berggren est un ouvrier de l'automobile devenu écrivain professionnel. Ce roman est une somme des questionnements qui traversent les militants du mouvement ouvrier. Le héros cariste est délégué syndical dans sa boîte ou se fabrique des automobiles. Ancien communiste, il se bat pour les acquis sociaux, dépeint avec sérieux les assemblées générales du personnel et les manœuvres des orateurs en particulier celles de l'appareil syndical. Ouvert aux problèmes écologistes il va être confronté à un problème de conscience lorsque des écologistes ouvriers vont porter un conflit contre la production d'autos au cœur d'un des temples de la société de consommation. Même si le choix du narrateur de faire des écologistes un groupuscule terroriste peut irriter il n'empêche que le livre soulève, du cœur même de la classe ouvrière, un problème de civilisation auquel est confronté en ses revendications le mouvement ouvrier. Le fait que le livre soit écrit à la première personne donne une actualité subjective à ces débats évitant le pensum du roman à thèse.

De même la vie quotidienne de l'ouvrier de nos temps, sa vie affective, sexuelle, sociale, est décrite à travers ce journal qui ne dit pas son nom y préférer la fragmentation des mots dits, des séquences de vie. Le héros souffre des séparations qui cloisonnent sa vie et son moi, courant entre le temps, l'attrapant trop vite au vol pour le perdre à la tâche ou en réunions. Sa vie de couple perturbée puis anéantie par l'usage de la monotonie des actes devenus trop quotidiens, il se livre dans l'opacité de relations mal maîtrisées. Les interrogations de la classe ouvrière sont magistralement traduites par le choix d'écriture qui clôt le récit. La littérature nous offre ce luxe de pouvoir vivre les deux alternatives d'un même choix. C'est ainsi que se termine l'ouvrage, sans leçon à tirer sinon celle que le lecteur se construit en privilégiant tel choix plutôt que tel autre. Renforçant ce procédé et l'anticipant le narrateur laisse sa place à plusieurs reprises à d'autres subjectivités ouvrières qui se disent à travers des formes modernes de poésie presque rap ou de théâtre de paroles.

Ce roman étrange de Mats Berggren publié par le courageux éditeur de l'Élan est sans conteste un livre intéressant à lire pour tous et en particulier pour les militants qui retrouverons dans un univers dialectique et réaliste la vie de leurs questionnements quotidiens.

Philippe Geneste

Berggren, Mats, Ni l'un ni l'autre trad. du suédois par Philippe Bouquet, Nantes, L'Élan, 1996, 200 p, 99 F. En vente à la librairie du Monde libertaire.

Radio libertaire

Le nouveau studio enfin installé !

C'est dans l'après-midi du 27 juillet dernier que les auditrices et auditeurs de Radio libertaire ont entendu un blanc sur l'antenne, blanc qui a duré deux heures environ, le temps de changer les extrémités de la liaison spécialisée qui relie le studio à l'émetteur.

Depuis le 28 juillet, ils peuvent toujours capter la voix sans dieu, ni maître, ni publicité de la Fédération anarchiste sur 89.4 : seul le téléphone du studio a changé. Il faut dorénavant faire le 01 43 71 89 40 pour communiquer une information à l'émission, discuter un point de vue, demander le titre d'un disque ou s'informer sur le parcours de la prochaine manifestation...

Depuis quatre ans, ce projet a subi divers aléas pour enfin aboutir : certains d'entre vous n'y croyaient peut-être plus, le découragement devant tant de visites infructueuses nous a parfois saisi, mais l'objectif est atteint : en 1997, un local a été acheté ; de juillet 1997 à juillet 1998 de nombreuses réunions de travail, réunissant plusieurs amateurs et animatrices de diverses émissions, ont permis une conception optimum de l'espace disponible ; les bonnes volontés de nombreux compagnons et compagnes ont travaillé à l'installation des murs, portes et fenêtres, insonorisation, ventilation, sols, peintures ; la surface utile pour les studios a presque doublé ; l'aménagement général est beaucoup plus fonctionnel que le précédent ; du matériel

d'occasion mais de qualité professionnelle, des câblages tout neufs, offrent à tous de meilleures conditions de réalisation des émissions, ce que les auditrices et auditeurs ont remarqué très vite.

Les mois qui viennent vont permettre de « figner » l'installation, de remédier à quelques détails et de finir d'installer un second studio. Ainsi des émissions pourront être préparées et enregistrées pendant que d'autres auront lieu en direct.

Ce projet a pu voir le jour grâce aux dons de tous : lectrices et lecteurs du Monde libertaire, auditrices et auditeurs de Radio libertaire, militantes et militants de la Fédération anarchiste, qui ont répondu nombreux à nos appels de soutien financier, par leurs dons et leur

présence à la brocante, au bal folk, à l'expo ou à la fête de la radio. La souscription pour l'achat du local a permis de récolter près de 250 000 F, celle pour la table de mixage 35 000 F. Merci à toutes et à tous !

Le secrétariat

Votre soutien est toujours nécessaire à la vie de Radio libertaire :

Pour continuer à nous soutenir : la carte d'auditeur à 100 F ;

Pour nous faire de la pub : le tee-shirt - 80 F et les autocollants - 10 F les 20 ;

Pour mieux nous connaître : la brochure qui présente le fonctionnement, les émissions et le projet de Radio libertaire - 30 F ;

En vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot 75011 Paris.



Insupportable double peine

Dans le cadre d'une rafle consécutive au démantèlement d'une filière de drogue, le 5 novembre 1996, M. Khachane Asma est interpellé sans ménagement sur son lieu de travail, l'usine Peugeot-Talbot de Poissy. Les forces de l'ordre trouvent sur lui 5 grammes de blanche et l'emmènent pour une garde à vue de 48 heures. Dans le même temps, la police perquisitionne à son domicile et emmène son épouse au poste d'Evreux pour lui poser quelques questions. Cette garde à vue durera près de 36 heures. Questionnaires musclés, intimidations concernant l'avenir de leurs enfants, confrontation des dépositions, pressions diverses feront avouer à Khachane l'écoulement de 5 kg de cannabis et 80 g de blanche. Et le voici en préventive!

Pour Khachane, point de comparaison immédiate; plus d'un an fut nécessaire avant d'être jugé le 20 novembre 1997. La cour ne retiendra pas le fait que c'est sa première infraction après 10 ans passés sur le sol français, n'aura pas un regard sur son passé d'homme tranquille, d'abord étudiant, bachelier C, puis employé chez Peugeot, ni sur l'implication de la peine sur sa famille, ses enfants. Elle ne trouvera pas de circonstances atténuantes en raison de la situation qui l'a amené à commettre ce délit.

Chronique d'une chute annoncée.

C'est sans état d'âme qu'elle le condamnera à 4 ans d'emprisonnement pour trafic de drogue, auxquels s'ajouteront 10 ans d'interdic-

tion de territoire dans le cadre de l'inique double peine infligée aux étrangers, Khachane est marocain. Pourtant, si ce choix d'obtenir de l'argent facilement peut être condamnable, il faut se replonger dans l'univers de Khachane pour comprendre à quel point il est davantage victime que réel protagoniste de l'affaire.

En effet, sa famille restée au Maroc fait souvent appel à lui, et cela depuis longtemps, pour subvenir aux besoins d'une de ses sœurs, atteinte d'un cancer du sein. Les soins, les médicaments prodigués pour ralentir sa maladie, en vue d'une opération coûtent cher dans ce pays où la maladie est très mal prise en charge par la collectivité.

Pour soigner sa sœur, une partie importante de son salaire y passe, les dettes s'accumulent, il ne peut

- Affiche noir sur
- jaune au format
- 60 x 80.
- En vente à la
- librairie du
- Monde libertaire
- (chèque à
- l'ordre de
- Publico)
- 45 F les 100,
- 25 F les 50,
- 5 F l'unité.

POUR NOUS FAIRE TAIRE
HIER LES LOIS SCÉLÉRATÉS



AUJOURD'HUI
LA CENSURE
ÉCONOMIQUE

Soutenez
la contre-information libertaire

Fédération anarchiste

145, rue Amiel, 75011 Paris



plus faire face. Cependant, il doit aussi subvenir aux besoins de sa famille en France et au Maroc. Dans son quartier, sur son lieu de travail, Khachane sait que les transactions sur la drogue vont bon train. Il se confie à des amis, à ceux qui veulent bien entendre tous ses problèmes financiers, de son impuissance face à la maladie de sa sœur qui s'aggrave si l'on opère pas au plus vite. « Quelqu'un » l'écoute, et voilà comment Khachane met le doigt dans l'engrenage, malgré ses réticences, se disant « une fois seulement ». C'est pendant la période de préventive, pendant le mois de février, que sa sœur décédera du cancer qui s'est généralisé. Même si Khachane connaît la drogue et qu'il n'a jamais prémédité d'en faire un revenu, les circonstances l'y poussent... Hélas!

Incohérences de la justice.

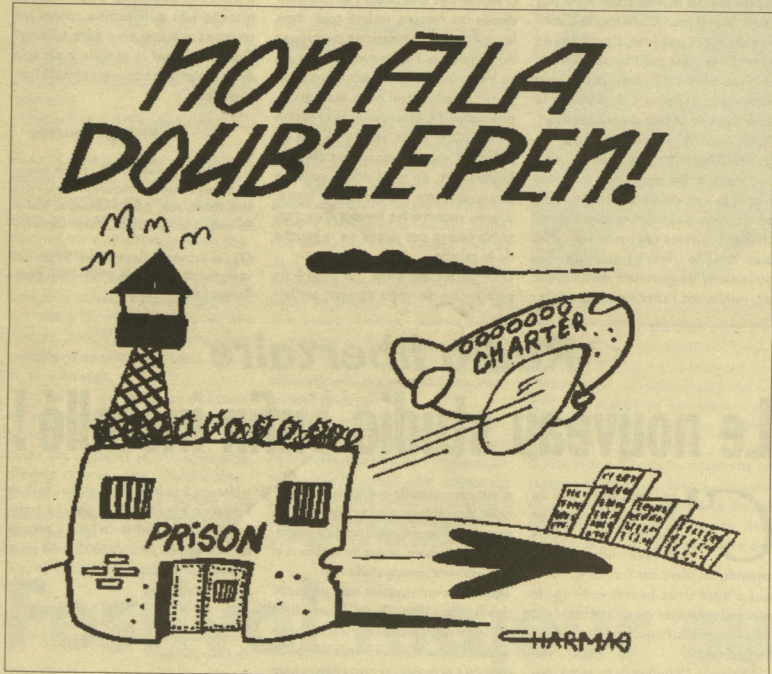
C'est Maître Taffou, tristement connu sur la place d'Evreux pour son incompetence et sa mauvaise volonté à aider les détenus étrangers qui est chargé de sa défense. Malgré les 4600 F empochés, il ne fera aucune enquête. Mais cela peut-il être étonnant puisqu'il défend aussi le fournisseur de came de Khachane (peut-être mieux argenté?), qui n'hésitera pas à « enfoncer » son « employé ». L'impulsion donnée par ce premier jugement sera amplifiée par le tribunal d'appel de Rouen malgré les efforts déployés par un nouvel avo-

cat mieux intentionné. Peine majorée d'un an pour Khachane et diminuée de deux pour le « grossiste ». Pour nous, le groupe d'Evreux, l'action se porte maintenant sur l'appui au comité de soutien qui commence à se constituer.

Une aide militante indispensable

D'autres sans-papiers, créés par la justice Pasqua-Debré-Chevènement sont sortis récemment des geôles Ebriociennes avec des fortunes diverses. Les pétitions faxées à la préfecture de l'Eure, au ministère de l'Intérieur et à Matignon ont-elles eu pour effet de laisser Chakira (voir ML n° 1106 du 15 janvier 1998) sortir libre? C'est-à-dire, libre de se cacher, de jouer à un cruel « chat et souris » avec le premier flic ou contrôleur venu. On ne le saura jamais! Way N'lemvo semble avoir eu lui aussi cette « chance », le 5 juin, date de sa sortie. Probablement, à l'heure où vous lisez ces lignes, d'autres ont-ils été « proprement » chartés, malgré les risques encourus en cas de retour au pays! D'autres encore sont toujours sous les verrous, Khachane est l'un d'eux. Nous, groupe d'Evreux, avons choisi de les aider, par tous les moyens possibles: lettres, pétitions ou encore un bon avocat militant, autrement efficace lorsque le dossier est pris à temps.

Groupe d'Evreux de la F.A.



Après la Russie, à qui le tour?

économique est à l'œuvre et remplace allègrement la décision politique.

Une débâcle économique

Avec la Russie, c'est l'économie mondiale qui chancelle. Non pas que la Russie ait un poids terrible, mais la crise asiatique et les troubles du prix des matières premières montre que le capitalisme est incapable, s'il en était encore besoin, d'assurer le plus simple, à savoir une vie digne et décente à tous avec des besoins sociaux satisfaits en distribuant de façon égale le travail utile. La plupart des pays asiatiques sont en train de prendre des mesures anti-libérales pour freiner le délitement de leur économie. C'est le cas de la Malaisie qui vient de rétablir le contrôle des changes, au grand dam du F.M.I. Car celui-ci est responsable de la débâcle économique. Comment appeler autrement les mises au chômage de 8 millions d'Indonésiens, trois millions de Thaïlandais, autant de Coréens et la misère de masse en Russie? Le F.M.I. en

obligeant les pays dits émergents à pratiquer des politiques ultra-libérales les a précipité dans la crise actuelle. Mais pour lui, comme pour tous les investisseurs capitalistes, le cynisme commande de dépouiller les populations de temps en temps afin de purger le système financier. Le dernier pronostic à la mode chez les investisseurs est de se dire que la Russie sera florissante dans quelques années pour réinvestir en bourse. Mais, à l'allure où l'économie mondiale se délite, on finit par se demander ou ils vont pouvoir investir leur argent... si ce n'est dans leur propres économies... ce qui explique que l'économie américaine et européenne traverse une période de croissance.

Le capitalisme ne peut assurer que le délitement et la pauvreté entrecoupé de périodes de croissance. C'est la météo du bonheur humain. Aussi sur que que le beau temps succède à la pluie, la crise succède à la croissance. Mais, à la différence de la météo, le capitalisme n'est pas naturel et c'est aux populations brisées qui en ont ras le bol de le montrer!

Most

suite de la première page

A G E N D A

Samedi 12 septembre

● LYON : Présence de l'Union locale Lyon de la Fédération anarchiste de 10 à 12 heures sur le marché de Villeurbanne-Gratte-ciel (commune socialiste) afin de défendre et soutenir le Monde libertaire dans son procès contre le député-maire socialiste Pajon. Venez nombreux!

Jeu-di 17 septembre

● LYON : réouverture du café libertaire à partir de 21 heures, tous les jeudis à la librairie La plume noire (Tél : 04.72.00.94.10), 19, rue Pierre-Blanc, (entrée par l'allée).

Samedi 19 septembre

● SAINT-ETIENNE : Le groupe Asturies de la F.A. vous invite à la réouverture de sa librairie La Mauvaise graine (2, rue Paillon). À 15 heures débat sur le rôle des étrangers et immigrés dans la résistance française durant la 2^e guerre mondiale et à 18 heures pot de rentrée.

Samedi 26 septembre

● LYON : Pot de rentrée de l'union locale Lyon de la F.A. à 17 heures à la librairie La plume noire, 19, rue Pierre Blanc, Lyon 1^{er}.

● PARIS : Rencontre-débat avec Casquette à 16 h 30 à la librairie du Monde libertaire à l'occasion de la sortie de son livre « La guerre des pauvres » au éditions des Rejetés.